

**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
2024-10-2**

**Pouvoir adjudicateur Centre National de la Recherche Scientifique**

**Maître d'ouvrage :**

**CNRS  
Délégation Bretagne et Pays de la Loire  
Parc Alcyone – CS 26936  
1, rue André et Yvonne Meynier  
35069 RENNES CEDEX**

**CCAP\_2024-10-2**

***Etabli en l'application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande Publique et du CCAG de Fournitures Courantes et Services relatif à :***

---

**INSTITUT DES MATERIAUX DE NANTES JEAN ROUXEL  
EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE-  
VENTILATION-CLIMATISATION – PLOMBERIE ET EQUIPEMENTS SANITAIRES**

---

**Procédure formalisée établie en l'application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du  
code de la commande Publique**

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>Article premier - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 – Procédure – Forme de l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 – Durée et reconduction de l'accord-cadre .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4 – Pièces contractuelles .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5 – Modification de l'accord-cadre - Avenants .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 6 – Prestations similaires - Exclusivité .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 7 – Obligations générales des parties .....</b>	<b>6</b>
7-1-FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS .....	6
7-2-COTRAITANCE .....	6
7-3-SOUS-TRAITANCE .....	6
<b>Article 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>7</b>
8-1- OBLIGATION DE RESULTAT .....	7
8-2- PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE .....	7
8-3- RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....	8
8-4- CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	8
8-4-1 Obligation de confidentialité .....	8
8-4-2 Protection des données à caractère personnel .....	8
8-5- IMPARTIALITE .....	8
8-6- DEVOIR DE CONSEIL ET D'INFORMATION .....	9
8-7- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....	9
8-8- RELEVÉ DE DONNEES .....	9
8-9- PRISE EN COMPTE DES EVOLUTIONS DU PERIMETRE .....	9
8-9-1. Retrait des équipements et de site .....	9
8-9-2. Démarrage en différé et ajout d'un nouvel équipement non prévu .....	9
8-10- HORAIRES D'INTERVENTION SUR SITE .....	9
<b>Article 9 - MODALITÉS ET DÉTERMINATIONS DES PRIX .....</b>	<b>10</b>
9-1- MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX .....	10
9-2- PRIX FORFAITAIRES .....	10
9-3- PRESTATIONS PONCTUELLES HORS FORFAIT .....	10
9-4- REVISION DES PRIX .....	11
9-5- NOTIFICATION DES PRIX REVISES .....	11
9-6- CLAUSE BUTOIR .....	12
9-7- CLAUSE DE SAUVEGARDE .....	12
<b>Article 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>12</b>
10-1- FACTURATION .....	12
10-1-1. Prestations forfaitaires de la phase de déploiement (Phase 1) .....	12
10-1-2. Prestations forfaitaires de la phase d'exploitation courante (Phase 2) .....	12
10-1-3. Prestations ponctuelles .....	12

10-1-4. Modalités générales.....	12
10-2- REGLEMENT.....	13
10-3- PRESENTATION DES FACTURES.....	13
10-4- RETENUE DE GARANTIE.....	13
10-5- AVANCE.....	13
10-6- REGIME DES PAIEMENTS.....	14
<b>Article 11 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET GARANTIE.....</b>	<b>15</b>
12-1- ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE (ENGAGEMENTS JURIDIQUES).....	15
12-2- CHANGEMENT DE PRODUITS.....	15
<b>ARTICLE 13 - CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS - GARANTIES.....</b>	<b>15</b>
13-1- OPERATION DE CONTROLE ET DE VERIFICATION.....	15
13-2- GARANTIE.....	16
<b>ARTICLE 14 – ASSURANCES.....</b>	<b>16</b>
14-1- ASSURANCES DE LA RESPONSABILITE ET DES RISQUES ANNEXES.....	16
14-2- AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES.....	17
14-3- FRANCHISES.....	17
14-4- REVERSIBILITÉ DU CONTRAT.....	17
<b>ARTICLE 15 – RÉSILIATION.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 17- CAS DE FORCE MAJEUR ET CONTINUITE DE SERVICE PUBLIC.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 18 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 19 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 20 – DIFFERENDS.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 21 - DROIT, LANGUE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 22 – DÉROGATIONS.....</b>	<b>19</b>

## **Article premier - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants**

### **1-1-Champ d'application**

Le présent accord-cadre est un marché de prestations de services avec obligation de résultats, pour l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation de l'Institut des Matériaux de Nantes. Les prestations de ce marché sont de type prestations forfaitaires dites « PF » selon les dispositions de la décision n°2007-17 du 7 mai 2007 du Comité de l'Observatoire Économique de l'Achat Public nommé « Guide de rédaction des marchés publics d'exploitation de chauffage ».

Une liste récapitulative des articles du CCAG-FCS (2021) auxquels il est dérogé figure dans le dernier article du CCAP.

### **1-2-Objet du marché et descriptions techniques des prestations attendues**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP N°2024-10-2) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après :

**Exploitation et maintenance des installations de chauffage-ventilation-climatisation à l'Institut des Matériaux Jean Rouxel à Nantes.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P. N°2024-10-2).

### **1-3- Nomenclature et classification**

#### **Nomenclature de fournitures homogènes**

BE.15 : réparation et maintenance des équipements des installations et équipements de climatisation, ventilation, chauffage et réservoirs,

BD. 24 : équipement de chauffage, ventilation, climatisation (hors bat. Expérimentaux)

BD.03 : fournitures de plomberie

#### **Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)**

50720000-8 : Services de réparation et d'entretien de chauffage central

50721000-5 : Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage,

50730000-1 : Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération.

### **1-4- Allotissement**

Sans objet

### **1-5- Variantes**

**Variantes à l'initiative du candidat** Sans objet.

**Variantes obligatoires à l'initiative du pouvoir adjudicateur (anciennes prestations supplémentaires éventuelles) :** Sans objet.

## **Article 2 – Procédure – Forme de l'accord-cadre**

### **2-1 Procédure**

L'accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique (ci-après « CCP »).

Cet accord-cadre est conduit sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du CCP.

### **2-2 Forme de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire « mixte » sans montant minimum ni maximum en application des articles R2162-2 R2162-3 et R2162-4 du CCP. L'accord-cadre comprend 2 parties :

- Une partie forfaitaire pour les prestations de maintenance tous types (dans les limites des prestations définies au CCTP), qui s'exécutera par l'émission d'un bon de commande annuel ;
- Une partie à marchés subséquents pour les prestations modificatives, de modernisation et de mise en conformité. Elle s'exécute au fur et à mesure des besoins par précisions des caractéristiques et des modalités qui n'ont pas été fixées dans l'accord cadre dans les conditions fixées à l'article R. 2162-7 du Code de la commande publique.

## **Article 3 – Durée et reconduction de l'accord-cadre**

### **3-1- Durée**

L'accord-cadre a une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification.

### **3-2-Modalités de reconduction**

L'accord-cadre prend effet à sa date de notification, une période de prise en main des installations se décomposant tel qu'indiqué au CCTP n°2024-10-2.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite par périodes successives d'un (1) an sans que la durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans conformément à l'article L241-3 du code de l'énergie qui limite à 16 ans maximum les contrats d'exploitation de chauffage et/ou de climatisation lorsqu'ils comportent une clause de garantie totale de tout ou partie du matériel.

Le commencement d'exécution des prestations objet du marché correspond à la notification du marché.

Le Titulaire ne peut refuser sa reconduction. En cas de non-reconduction, le titulaire en est averti préalablement dans un délai maximum de deux mois avant l'échéance du contrat, par courrier recommandé.

La reconduction ou non reconduction du marché n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent marché.

## **Article 4 – Pièces contractuelles**

L'accord-cadre est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, générées par modification de l'accord-cadre (avenant) et/ou par mise au point de l'accord-cadre ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (listes des équipements, fiches de service, gammes de maintenance) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services, en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 et lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo). Le Titulaire déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas joint au dossier ;
- L'offre technique et financière du Titulaire ;
- Les réponses aux questions survenues lors de la phase d'analyse des offres.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux, conservés par le CNRS font foi. Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## **Article 5 – Modification de l'accord-cadre - Avenants**

### **5-1-MODALITES DE MODIFICATION DES CONTRATS EN COURS D'EXECUTION**

Toute modification de l'accord-cadre doit faire l'objet de la passation d'un avenant.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter toute modification à l'accord-cadre, de manière à adapter en permanence l'accord-cadre aux besoins, d'assurer la sécurité du public et des travailleurs et d'assurer la continuité du service public.

Tout ajout ou changement relatif à la nature et l'étendue des prestations fera l'objet d'un avenant dans le respect de la réglementation en vigueur au moment desdits changements conformément à l'article R2194-7 du CCP.

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur PLACE.

### **5-2-ÉVOLUTION DE LA REGLEMENTATION**

La modification des dispositions législatives et réglementaires opérée par la codification de la commande publique au plus tard le 6 décembre 2018 (Art 38 de la loi Sapin II) sera d'application immédiate au présent contrat et ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce code regroupera et organisera les règles relatives aux différents contrats de la commande publique qui s'analysent, au sens du droit de l'Union européenne, comme des marchés publics et des contrats de concession.

En outre, par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG/FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

## **Article 6 – Prestations similaires - Exclusivité**

En application des dispositions à l'article R2122-7 du CCP, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, peut être conclu avec le Titulaire au plus tard quatre ans après la notification du présent accord-cadre.

Le CNRS se réserve le droit de se fournir en pièces détachées et/ou en matériels auprès d'un autre prestataire que le Titulaire quel que soit le montant du devis relatif à la fourniture de pièces détachées et/ou de matériels produit par le Titulaire pour des besoins occasionnels, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 25 000 € HT par an. Auquel cas, le Titulaire du présent marché pourrait avoir à sa charge l'installation de ces pièces et/ou de ces matériels et leur maintenance au tarif indiqué dans le marché forfaitaire.

## **Article 7 – Obligations générales des parties**

### **7-1-FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS**

Les stipulations prévues à l'article 2.1 du C.C.A.G. – Fournitures Courantes et Services sont seules applicables.

La notification au Titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur faites par échanges dématérialisés sont adressées aux coordonnées du Titulaire figurant à l'Acte d'Engagement ou à celles qu'il a ensuite communiquées pour les recevoir à une autre adresse.

### **7-2-COTRAITANCE**

Les stipulations prévues à l'article 3.5 du C.C.A.G. – Fournitures Courantes et Services sont seules applicables.

### **7-3-SOUS-TRAITANCE**

Les stipulations prévues aux Articles R2193-1 à R2193-22 du CCP, pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance sont seules applicables.

Le Titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par le pouvoir adjudicateur.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient le candidat fournit au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le Titulaire du marché et son sous-traitant ;
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous-traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC)
- Les documents et renseignements de candidature demandés au Titulaire (Formulaire DC2 accompagné des attestations correspondantes).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre.

L'entreprise indique, lors de la soumission la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

## **Article 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **8-1- OBLIGATION DE RESULTAT**

Le présent accord-cadre est assorti d'une obligation générale de résultat pour l'ensemble des prestations. Le Titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le Titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution de l'accord-cadre ;
- Demander à l'acheteur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où le Titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et ou des indemnités telles que prévues à l'article 11 du présent CCAP ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 16 du présent CCAP.

### **8-2- PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale). Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par le Titulaire, à l'adresse suivante : [achats@dr17.cnrs.fr](mailto:achats@dr17.cnrs.fr).

Si le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par chaque membre du groupement.

Le Titulaire remet également au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra soit appliquer la pénalité prévue à l'article 11 du présent

CCAP soit résilier l'accord-cadre, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP.

### **8-3-RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le Titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans la limite de ses obligations contractuelles :

- A son personnel ou à des tiers ;
- A ses biens, à ceux du pouvoir adjudicateur ou à ceux des tiers.

### **8-4-CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire s'engage à respecter son obligation de confidentialité et la protection des données à caractère personnel dans les conditions décrites aux articles 5.1 et 5.2 du CCAG-FCS.

#### **8-4-1 Obligation de confidentialité**

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par l'acheteur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

#### **8-4-2 Protection des données à caractère personnel**

A l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel. Dans cette hypothèse il doit être fait application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel et notamment du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement Général sur la protection des Données » :RGPD) ainsi que de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Conformément à ces dispositions, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En cas de violation de ces dispositions par le Titulaire, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le Titulaire au titre du présent article.

### **8-5- IMPARTIALITE**

Le Titulaire s'engage pendant toute la durée de l'accord-cadre à n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance, ni avec le client ni avec une société susceptible d'effectuer des travaux ou contrôles périodiques, vérifications ou diagnostics.



## **8-6-DEVOIR DE CONSEIL ET D'INFORMATION**

Le Titulaire a un devoir de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des règles de l'art.

Le Titulaire se doit d'informer le pouvoir adjudicateur en cas de perte d'un agrément, d'une certification ou d'une autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet du présent accord-cadre.

De manière générale, le Titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de tout changement susceptible d'avoir un impact sur la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

## **8-7-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de sa politique de développement durable souhaite que le Titulaire adopte une conduite vertueuse en matière de protection de l'environnement.

Le Titulaire retenu s'engage à mettre en œuvre toutes dispositions utiles pour atteindre les performances en matière de protection de l'environnement qu'il a déclarées dans son offre.

## **8-8-RELEVÉ DE DONNÉES**

Conformément aux dispositions du CCTP le Titulaire fournit l'ensemble des livrables demandés dans les délais mentionnés.

En cas de retard dans la communication des documents, le Titulaire peut encourir des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

## **8-9-PRISE EN COMPTE DES ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE**

### **8-9-1. Retrait des équipements et de site**

Le Pouvoir adjudicateur signalera par écrit tout retrait des équipements. Les conditions de retrait de ces équipements sont fixées par avenant.

Les prestations à redevance forfaitaire, relatives aux équipements supprimés, seront facturées au prorata du nombre de mois d'appartenance desdits équipements.

Le Titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

Toute suppression ou ajout d'un site s'effectue par acte modificatif (avenant).

### **8-9-2. Démarrage en différé et ajout d'un nouvel équipement non prévu**

#### **a ) Démarrage en différé**

Suite aux travaux réalisés, des équipements mentionnés dans les éléments de l'accord-cadre, seront intégrés en cours d'exécution. Le début des prestations de maintenance pour ces équipements sera signifié au prestataire par écrit.

Le Titulaire est tenu de chiffrer la maintenance de ces équipements. Les paiements seront alors réalisés au prorata des mois restants.

#### **b ) Ajout en cours d'exécution d'un nouvel équipement non prévu**

De nouveaux équipements sont susceptibles d'être intégrés en cours d'exécution de l'accord-cadre, notamment ceux couverts par des contrats de maintenance dont l'échéance est prévue durant la période de validité du présent contrat.

Ils sont signalés par écrit au Titulaire. Les conditions d'ajout de ces équipements seront fixées par modification de l'accord-cadre (avenant) envoyé par le représentant du pouvoir adjudicateur au Titulaire.

## **8-10- HORAIRES D'INTERVENTION SUR SITE**

Le Titulaire est informé que les conditions d'accès aux différents bâtiments peuvent varier en fonction des sites. Les plages horaires étant parfois plus restreintes sur certains sites, le prestataire sera informé de ces spécificités en début d'exécution de l'accord-cadre.

## **Article 9 - MODALITÉS ET DÉTERMINATIONS DES PRIX**

### **9-1- MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

Le présent marché est un marché à prix mixtes (prix forfaitaires et unitaires).  
L'unité monétaire du présent marché est l'euro.

L'article 10.1.4. du CCAG-FCS n'est pas appliqué.

Tous les frais du Titulaire relatifs à l'accomplissement de sa mission qu'il s'agisse de temps passé, de frais de secrétariat, d'édition et de tirage de documents, de frais généraux, de taxes et impôts, de frais de transport, de déplacement et divers sont réputés compris dans les différents prix forfaitaires et unitaires du marché.

Quelle que soit la prestation considérée, les prix forfaitaires et unitaires du marché comprennent :

- toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, assurances, impôts et taxes ;
- une marge pour risques et bénéfices,
- les moyens en personnel,
- les déplacements sur site, y compris tous moyens de transport,
- la participation aux réunions de toutes natures relatives à l'exécution du marché,
- les moyens en matériel et consommables,
- les frais d'étude pour l'établissement des devis,
- les frais d'assurance.

En cas de sous-traitance, le prix du marché est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le PRESTATAIRE, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations non réalisées par lui. Ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

### **9-2- PRIX FORFAITAIRES**

Les prestations d'exploitation maintenance récurrentes décrites au présent marché sont réglées à prix forfaitaires sur la base du montant de l'offre figurant à l'Acte d'Engagement.

### **9-3- PRESTATIONS PONCTUELLES HORS FORFAIT**

Les prestations ponctuelles correspondent à des prestations exceptionnelles faisant l'objet d'un marché subséquent.

Le déclenchement des marchés subséquent sera précédé d'une demande de devis, auquel sera annexé le devis du fournisseur, signé, de la pièce concernée.

En cas d'accord sur ce devis, le marché subséquent se matérialisera sous la forme d'un bon de commande Geslab, émis par le CNRS et transmis au TITULAIRE par courrier électronique.

Sauf prestations très spécifiques, le TITULAIRE dispose d'un délai de DIX (10) jours ouvrés pour remettre au CNRS, sa proposition financière (devis), à la suite de la demande du CNRS.

Cette proposition comprendra obligatoirement les renseignements suivants :

- le numéro du marché,
- le numéro et la date d'établissement du devis,
- l'adresse du site concerné par le devis,
- l'objet des prestations et la localisation précise,
- l'origine de la demande et le nom du demandeur,
- le cas échéant les caractéristiques des équipements/fournitures prévus (quantité, marque, type),
- le cas échéant la description des prestations sous-traitées et le nom du sous-traitant pressenti,
- les heures de main d'œuvre décomposées par poste,
- les taux horaires fixés au BPU (comprenant les déplacements),
- les éventuelles majorations de taux horaires fixées au BPU,

- les quantités et coûts unitaires des fournitures par poste, remises de fournisseur déduites, les éventuelles majorations fixées au BPU,
- le cas échéant les montants sous-traités et coefficients de majoration fixés au BPU,
- le montant total hors taxes du devis, le taux et montant de la T.V.A. et le montant total toutes taxes comprises,
- les conditions particulières d'exécution, de livraison,
- le délai de validité du devis,
- le délai de réalisation.

Au vu de cette proposition, le CNRS accepte ou refuse le devis présenté. En cas d'acceptation, elle émet un bon de commande accompagné de la copie du devis accepté. Ces bons de commande précisent :

- le numéro du marché,
- le numéro et la date d'établissement du bon de commande,
- la nature et la localisation des prestations à réaliser,
- la date de début et le délai d'exécution,
- les montants hors taxes et toutes taxes comprises des prestations.

Le TITULAIRE se conforme strictement au bon de commande qui lui est notifié dans le cadre du marché, qu'il ait ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par LRAR ou par courriel avec accusé de réception.

#### 9-4-REVISION DES PRIX

Les prix restent fermes pour toute la première année d'exécution, c'est-à-dire durant les 12 premiers mois qui suivent le démarrage de l'exécution des prestations.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire, appelé mois d'établissement des prix Mo.

Les prix du marché sont révisibles annuellement à chaque date anniversaire du démarrage de l'exécution des prestations, appelée mois « Mr », par application de la formule suivante :

$$Pr = P_0 \times (0,15 + 0,7 \times ICHT-IME/ICHT-IME_0 + 0,15 \times FSD1/FSD1_0)$$

Dans laquelle :

- Pr = Prix révisé pour les prestations de l'année N
- P<sub>0</sub> = Prix initial contractualisé par le marché
- ICHT-IME = valeur finale de l'indice du coût horaire du travail des Industries Mécaniques et Electriques publié par l'INSEE
- ICHT-IME<sub>0</sub> = valeur initiale de l'indice ICHT-IME au mois de référence
- FSD1 = valeur finale de l'indice des Frais et Services Divers catégorie 1 publié par le MONITEUR
- FSD1<sub>0</sub> = valeur initiale de l'indice FSD1 au mois de référence.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9 ;

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

#### 9-5-NOTIFICATION DES PRIX REVISES

La demande de révision des prix doit émaner du Titulaire du marché. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par lettre recommandée avec accusé de réception. La mise à

jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Les prix révisés devront être communiqués à la Direction des Achats au minimum 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre et ne feront pas l'objet d'un avenant. Les prix devront être validés par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut soit accepter la demande soit demander au Titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au Titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

#### **9-6-CLAUSE BUTOIR**

Le pouvoir adjudicateur admettra, lors de l'ajustement, une augmentation maximale des prix du Titulaire de 2 % par an. Si les prix des prestations venaient, lors des ajustements pratiques, à dépasser l'augmentation de 2% par an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

#### **9-7-CLAUSE DE SAUVEGARDE**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix et de résilier sans indemnités la partie non exécutée des prestations, notamment lorsque l'augmentation constatée par rapport au prix initial du marché (en vigueur à la date d'établissement de l'offre initiale) dépasse un pourcentage de 2%.

### **Article 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

#### **10-1- FACTURATION**

##### **10-1-1. Prestations forfaitaires de la phase de déploiement (Phase 1)**

Les prestations de la phase de prise en charge seront réglées sur présentation d'une facture unique établie après exécution des prestations, accompagnées d'un procès-verbal de réception des prestations émis par le CLIENT.

##### **10-1-2. Prestations forfaitaires de la phase d'exploitation courante (Phase 2)**

Les factures correspondant aux prestations annuelles de la phase d'exploitation courante seront établies trimestriellement à terme échu.

Chaque fin de trimestre, le PRESTATAIRE établit une facture pour le quart du forfait annuel.

Pour le premier et le dernier trimestre, les montants présentés sur les factures résulteront du prorata temporis entre les dates réelles de début et de fin des prestations.

##### **10-1-3. Prestations ponctuelles**

Ces prestations sont réglées sur présentation de factures établies après exécution des prestations, accompagnées du bon de commande correspondant et du service fait apposé sur la facture par le service gestionnaire.

Il est précisé que chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation séparée. Le paiement de l'ensemble d'une commande est considéré comme paiement définitif.

##### **10-1-4. Modalités générales**

Outre les mentions légales, les factures doivent impérativement comporter les renseignements suivants :

- le numéro du marché (engagement juridique) et, éventuellement, le numéro du bon de commande passé au titre du marché (la copie du bon de commande devant être jointe à la facture),
- les nom et adresse du PRESTATAIRE ainsi que le nom de la personne physique qui le représente,
- le numéro SIRET ou SIREN du PRESTATAIRE,
- la date de la facture,
- la période d'exécution concernée,
- la nature des prestations exécutées,
- le montant total hors taxe,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises.

Le représentant du CLIENT porte en déduction les éventuelles pénalités et réfections qui ont été décidées pendant la période afférente à la facture.

## 10-2- REGLEMENT

Le règlement de la facture s'effectuera **trimestriellement à terme échu** pour la maintenance d'exploitation courante, et après réalisation complète des prestations prévues par marché subséquent pour les prestations hors forfait.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur secondaire de la dépense est la Déléguée Régionale du CNRS.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS, Délégation Bretagne & Pays de la Loire, 35069 Rennes.

## 10-3- PRESENTATION DES FACTURES

Les factures correspondent aux prestations commandées.

### Facture électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités, soit selon le calendrier ci-dessous :

- Au 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises et la facturation inter sphère publique ;
- Au 1er janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- Au 1er janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises ;
- Au 1er janvier 2020 pour les micro-entreprises.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le n° de SIRET CNRS à utiliser en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro est le SIRET n° 18008901303720 – structure CNRS (SCTD)

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée : FR2424
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

**Aucune facture transmise hors circuit Chorus Pro ne sera prise en compte.**

## 10-4- RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire est dispensé de retenue de garantie.

## 10-5- AVANCE

Dans les conditions de l'article R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, une avance de dix pour cent (10%) du montant global TTC du marché peut être versée, à la notification du marché, au Titulaire, sauf renonciation de sa part indiquée à l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, exprimé en prix de base, atteindra soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial du marché et prendra fin lorsque ce taux atteindra quatre-vingt pour cent (80%).

#### **10-6- REGIME DES PAIEMENTS**

Les sommes dues seront réglées dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la facture en application de l'article R2192-10 du CCP, sous réserve de la conformité de la facture aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service comptabilité, dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations comme précisé ci-dessus. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués au solde sont calculés sur le montant total du solde toutes taxes comprises.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération principale de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Avec le versement des intérêts moratoires, le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 fixe le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à quarante euros (40,00 €)

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'établissement, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

### **Article 11 - PÉNALITÉS**

Les dispositions du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG FCS de référence.

Des pénalités sont appliquées au Titulaire en cas de non-respect des engagements et obligations contractuels.

Les pénalités sont prévues en annexe du CCAP.

Toutes ces pénalités sont cumulables et plafonnées à une valeur maximale de 20% du montant annuel des prestations forfaitaires du marché, sauf pour le respect des engagements en fin de marché pour lequel les pénalités peuvent s'ajouter au plafond de 10%.

Dans l'hypothèse où le même manquement contractuel pourrait justifier l'application de deux pénalités distinctes, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures et d'une façon générale, lorsqu'elles résultent des actes tels que vandalisme ou malveillance.

Les pénalités ne sont pas libératoires, que ce soit de la parfaite exécution des prestations ou de la réparation de l'entier préjudice subi par le CNRS découlant du non-respect par le Titulaire de ses obligations.

Le Titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui sont signifiées.

Le CNRS notifie les pénalités au Titulaire par courrier électronique au plus tard UN (1) mois suivant la découverte du fait générateur de la pénalité. Sans contestation CINQ (5) jours ouvrés après réception du courrier électronique, les pénalités sont considérées comme acceptées par le Titulaire.

## Article 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET GARANTIE

### 12-1- ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE (ENGAGEMENTS JURIDIQUES)

Conformément à l'article R2162-13 du CCP, l'accord-cadre s'exécute au moyen d'engagement juridique validé électroniquement par les responsables désignés par Président du CNRS ou ses représentants. Les engagements juridiques (bons de commande) sont émis au fur et à mesure des besoins. Les engagements juridiques peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de l'accord-cadre. Chaque engagement juridique est adressé par courriel.

Nota : Le Titulaire s'engage à retourner un accusé de réception de la prestation commandée.

Tout engagement juridique comporte les renseignements suivants :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- L'identification de l'établissement ;
- La désignation et l'adresse du service émetteur ;
- La référence de l'engagement juridique ;
- L'adresse précise de la facturation ;
- La désignation exacte des prestations ;
- Le prix déterminé dans les conditions fixées au bordereau de prix ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le nom du signataire électronique.

### 12-2- CHANGEMENT DE PRODUITS

Les livraisons et interventions doivent être conformes aux commandes. Dans le cas où le Titulaire serait soumis à une interruption de commercialisation ou d'une rupture de stock d'un produit référencé dans l'accord-cadre, il devra prévenir le pouvoir adjudicateur.

En cas de changement d'un article défini dans le cahier des charges, du fait d'un arrêt de commercialisation ou d'une rupture de stock, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur un produit de substitution, dans les conditions cumulables suivantes :

1. La qualité du produit devra être égale ou supérieure au produit concerné ;
2. Le prix de vente du produit de substitution est inférieur ou égal au produit concerné, mais en aucun cas supérieur au prix défini au BPU.

## ARTICLE 13 - CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS - GARANTIES

### 13-1- OPERATION DE CONTROLE ET DE VERIFICATION

Les opérations de vérification et de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

#### a) Contrôle

Les vérifications seront effectuées par un ou plusieurs représentants du pouvoir adjudicateur.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- Le respect des exigences et l'atteinte des résultats définis au CCTP ;
- La qualité des prestations exécutées ;
- L'état des installations et des locaux entretenus ;
- La qualification et l'effectif du personnel de maintenance ;
- La tenue à jour de la documentation technique réglementaire.

#### b) Admission des prestations forfaitaires

L'admission des prestations forfaitaires peut intervenir

- A la suite de la remise du bon d'intervention lorsque l'ensemble de la documentation technique et de maintenance est à jour et accessible au représentant du pouvoir adjudicateur.

#### c) Admission des prestations hors forfait

L'admission des prestations hors forfait peut intervenir

- Lorsque l'ensemble de la documentation technique et de maintenance est à jour et accessible au représentant du pouvoir adjudicateur.

d) Communication de la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations de vérification, le représentant du pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet. Si la prestation n'est pas conforme aux stipulations de l'accord-cadre ou du bon de commande, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de la certification du service fait.

### **13-2- GARANTIE**

Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG-FCS, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## **ARTICLE 14 – ASSURANCES**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire doit justifier, dans un délai de cinq jours à compter de la demande, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande.

Il est expressément entendu que la garantie s'applique aux conséquences dommageables de fautes professionnelles, d'erreurs, d'omissions, de négligences et d'insuffisance d'études commises par le Titulaire.

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 12 du présent CCAP. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP si le Titulaire ne répond pas à la relance du pouvoir adjudicateur.

### **14-1- ASSURANCES DE LA RESPONSABILITE ET DES RISQUES ANNEXES**

Le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur et répond notamment des responsabilités et garanties prévues par le code civil qui découlent de son activité et couvrant tous les risques dont il pourrait être reconnu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut.

Il justifie de la souscription de polices auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables qui comporte au minimum pour la responsabilité civile exploitation et travaux, les conditions suivantes :



- Dommages corporels : 4 000 000 €.
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : pour un montant minimal de 1 000 000 € (un million d'euros) sans restriction.

#### **14-2- AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES**

Le Titulaire déclare être Titulaire en outre des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et de Sorbonne Université et du CNRS, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et /ou matériels, survenant pendant ou après les prestations.

#### **14-3- FRANCHISES**

Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsable(s).

#### **14-4- REVERSIBILITÉ DU CONTRAT**

Le Titulaire s'engage à assurer la réversibilité du contrat afin de permettre au pouvoir adjudicateur de remplacer le Titulaire du contrat, voire de prendre en charge directement les prestations au terme du contrat et d'anticiper les conséquences du changement.

Le Titulaire a l'obligation de fournir gratuitement et dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur les plans, codes, tableaux récapitulatifs, tableaux d'inventaires et tous documents de gestion en format papier et/ou en version électronique selon qu'il en dispose.

Dans les deux mois avant le terme de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut désigner un expert qui dressera un bilan des installations permettant ainsi de vérifier que le Titulaire a satisfait à l'obligation qui lui est faite de rendre en fin d'exécution de l'accord-cadre l'installation en état normal de fonctionnement et de maintenance. Le cas échéant, le Titulaire effectuera les prestations similaires.

### **ARTICLE 15 – RÉSILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3 et R2144-2 du CCP.

Le marché peut également être résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire lorsque ce dernier est soumis au versement de pénalités d'un montant équivalent ou supérieur à 20 % du marché sur l'ensemble de la durée du marché, suite à la mauvaise exécution mais également en cas de problèmes répétés sur un site. Dans ce cas, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'application des différentes pénalités vaudra mise en demeure préalable.

En cas d'interruption du service du Titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable du représentant du site et/ ou du pouvoir adjudicateur, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du Titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du Titulaire se prolonge pendant plus de 7 jours calendaires à compter de la mise en demeure, le représentant du pouvoir adjudicateur peut de plein droit exiger la résiliation pleine ou partielle du marché.

En cas de retard du prestataire notamment pour la planification des interventions réglementaires, ou de retard récurrent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité sans mise en demeure préalable, de résilier pour faute du Titulaire.

Outre l'absence de remise d'attestation d'assurance, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dont sera Titulaire l'entreprise si elle n'exécute pas son marché dans les conditions prévues aux pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation proportionnelle au montant du restant à exécuter correspondant à une indemnisation de la société au titre du manque à gagner et des autres dépenses (frais généraux, ...) afférente à la période allant de la résiliation du contrat jusqu'à la date initialement convenue de cessation des prestations.

## **ARTICLE 16 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder par un tiers, l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, lorsque les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du Titulaire, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf si le Titulaire peut justifier que des raisons extérieures à son entreprise, s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations. Conformément à l'article 45.3 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 17- CAS DE FORCE MAJEUR ET CONTINUITE DE SERVICE PUBLIC**

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel, le Titulaire est contraint d'assurer un service minimum.

- En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'assurer la prestation dans les conditions prescrites suite à un arrêt de travail ou de grève de son personnel, le représentant du pouvoir adjudicateur pour garantir la continuité de sa mission de service public, se réserve le droit de faire réaliser les prestations par un autre prestataire et ce, jusqu'à rétablissement de la situation par le Titulaire.

Dans ce cas, la personne publique émettra un ordre de service écrit au prestataire saisi. Dès réception de cet ordre, le prestataire pourra exécuter la prestation en lieu et place du Titulaire défaillant. Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu de :

- Payer les pénalités correspondant à la période allant de la date et heure d'ouverture de l'incident jusqu'à la mise à disposition auprès de la personne publique du service équivalent par le prestataire de substitution ;
- De suspendre la facturation liée au service interrompu ;
- Payer à titre de dédommagement le double de la différence entre le coût facturé par le prestataire de substitution et le coût contractuel des prestations que le Titulaire aurait dû réaliser pendant la période considérée.

Cette prestation de substitution prendra fin lorsque la reprise du service concerné par le Titulaire qui aura été dûment constatée.

## **ARTICLE 18 - CESSION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre peut, en tout ou partie, être librement cédé par le Titulaire en application des dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du CCP, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code est mentionnée dans l'acte d'engagement du lot concerné.

## ARTICLE 19 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai au pouvoir adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

## ARTICLE 20 – DIFFERENDS

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Tout différend entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. L'acheteur, ou le Titulaire, peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP.

## ARTICLE 21 - DROIT, LANGUE

En cas de litige qui ne saurait trouver une solution amiable, le droit français est applicable et seuls les tribunaux français sont compétents.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution du présent accord-cadre est le français, tant à l'écrit qu'à l'oral. Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers et toutes les réunions sont rédigés ou se tiennent en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du Titulaire.

## ARTICLE 22 – DÉROGATIONS

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG-FCS	Clauses concernées	Articles du CCAG-FCS auxquels il est fait dérogation
5.2	Évolution de la réglementation	5.2.2, 6.2 et 7.2
13.1	Opération de contrôle et de vérification	30
11	Pénalités	14
14	Assurance	9.2
15	Résiliation	41.2, 42
20	Différends	46